

LA PROVINCE DU KWANGO A L'EPREUVE DE L'EQUILIBRE INTERTERRITORIAL DU POUVOIR POLITIQUE.

Enjeux, défis et perspectives de la politique de la démocratie rotative

par

Gédéon SOKI KINAVUIDI

Assistant

Christian KILANGA NYEMBO

Apprenant

*(Tous) Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques,
Université de Kinshasa*

Résumé

Les acteurs de la province du Kwango ont fait le choix du consensus comme mode de gestion des institutions provinciales afin de favoriser la paix et l'unité entre les groupes ethniques composant ce vaste ensemble. Ce consensus est matérialisé par le choix du modèle rotatif ou ethno rotatif en vue d'assurer la représentativité de tous les territoires dans l'animation de leurs institutions provinciales. En outre, l'objectif assigné à ce modèle, est de favoriser la gouvernance démocratique devant booster le développement local. Cependant, force est de constater qu'après huit ans d'expérimentation de ce modèle, les acteurs politiques semblent revenir sur ce choix parce que le modèle rotatif n'a pas produit les résultats attendus. La société kwangolaise est plus que jamais divisée sur cette problématique.

L'objectif de cet article est d'élucider cette problématique tout en prenant en compte les faiblesses de la démocratie rotative et en y proposant des voies de son adaptation aux mutations sociales et globalisées.

Mots-clés : Équilibre interterritorial, pouvoir politique et démocratie rotative

Abstract

The actors of the Kwango province, in the DRC, have chosen consensus as a mode of management of provincial institutions in order to promote peace and unity between the ethnic groups making up this vast group. This consensus is materialized by the choice of the rotating or ethno-rotating model in order to ensure the representativeness of all the territories in the animation of their provincial institutions. In addition, the objective assigned to this model is to promote democratic governance to boost local development. However, it is clear that after eight years of experimenting with this model, political actors seem to be going back on this choice because this rotating model has not produced the expected results. Kwangolaise society is more divided than ever on this issue.

The objective of this article is to elucidate this issue while taking into account the weaknesses of rotating democracy and proposing ways of its adaptation to social and globalized changes.

Keywords : interterritorial balance, political power and rotating democracy

INTRODUCTION

Le choix porté sur cette thématique et l'intérêt y attaché ne sont pas *ex nihilo*. Le découpage, mieux, « le saucissonnage » territorial acquiescé par le peuple congolais par voie référendaire en adoptant la constitution du 18 février 2006, longtemps renvoyé *sine die* est lié au manque des moyens conséquents pour sa mise en œuvre. Il s'avérait pourtant possible de manière on ne peut plus incompréhensible en 2015, par la même volonté politique le présentant comme « un mal nécessaire », et aurait eu le mérite, peut-être, de résoudre en termes d'*out put*, le souci de rapprocher davantage les gouvernés des services étatiques. Mais malheureusement, il a, par conséquent, créé d'autres situations pour lesquelles la proactivité de l'Etat, pourtant nécessaire, n'a pas été mise à contribution en ouvrant la voie royale à la rétroaction qui était, à tout prix, évoquée depuis le fameux découpage territorial en 2015 par certains conservateurs et unitaristes centralistes qui fustigeaient, en ce temps-là, des mobiles politiques visant à fragiliser des opposants intrépides au régime.

La marginalisation, dans la gestion des affaires publiques de certains groupes ethniques, a créé un sentiment de frustration profonde si bien qu'après le découpage territorial de 2015, certaines nouvelles provinces dont le Kwango, avaient mis en œuvre un mécanisme consensuel de la gestion du pouvoir local afin d'éviter une gestion tumultueuse et un conflit interethnique ou « ethnicide » pour une paix consensuelle et durable. Mais est-ce le cas toujours et aujourd'hui ?

L'intérêt que revêt cette recherche est triple : d'abord l'impérieuse nécessité de découvrir les mécanismes de mise en exergue du processus décisionnel assis sur le consensus pour l'élection du gouverneur de province ainsi que d'autres postes clés dans la province du Kwango, notamment le bureau de l'Assemblée Provinciale. Ensuite, montrer les limites du modèle rotatif, fruit du consensus politique entre élites politiques

dans cette province mise à l'épreuve de la démocratie rotative, variante du consociationalisme. Enfin, proposer une alternative, une thérapie ou une nouvelle approche qui puisse corriger les imperfections de la démocratie du consensus.

Aussi, initialement avons-nous soulevé notre angoisse existentielle sur la question de savoir pourquoi, pendant que les acteurs politiques du Kwango se satisfont d'avoir réussi à maintenir la paix en stabilisant la province depuis 2015 par voie du consensus, la rotation interterritoriale est-elle remise en cause aujourd'hui ?

Pour répondre à cette précieuse interrogation, notre réflexion va s'appesantir sur cinq points hormis cette introduction et la conclusion qui la boucle. Il s'agit du cadre méthodologique, de la démocratie rotative, de faiblesses de la démocratie rotative, des résultats de nos investigations ainsi que de l'interprétation des données de terrain.

I. DU CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Pour trouver les résultats de cette recherche, nous avons opté pour l'analyse stratégique comme méthode sous la plume de Michel Crozier et Erhard Friedberg appuyée par les techniques d'observation directe, d'analyse documentaire et de l'entretien semi-directif comme outils de production des données.

II. DE LA DÉMOCRATIE ROTATIVE

La démocratie consociative a été jugée comme un modèle adéquat de gestion politique des Etats Africains¹²³ qui sont clivés. C'est dans cette optique que la démocratie rotative ou ethnorotative a été proposée par Julien Tazi comme modèle de gestion apaisée des Etats multinationaux, culturels et religieux, voire le ciment de toute l'architecture sociopolitique de tout Etat multinational, la démocratie à l'occident étant belligène¹²⁴.

En effet, Julien Tazi évoque l'incapacité d'adaptation du processus démocratique aux fondamentaux, valeurs sociologiques et à la nature des sociétés tiermondistes comme le nerf de nouvelles crises entre Etats, voire en leur sein et affirme que les Etats clivés ayant la démocratie occidentale comme modèle, vont connaître des crises ingérables. Cependant, la question qui vient à l'esprit est celle de savoir comment va s'opérationnaliser la fameuse démocratie rotative ?

Selon lui, l'élément déterminant est la mise en lumière du ou des facteurs clivants. En effet, la rotation est faite sur ce facteur qu'il considère comme essentiel et non sur le parti politique comme dans la théorie consociative (position très relativisable quand on connaît la place des partis politiques dans les tractations, les négociations, voire l'entérinement des propositions pour déboucher à cette rotation. En substance, il paraît utopique d'imaginer la rotation sans partis politiques quel que soit le facteur clivant). Ensuite aucune autorité ne peut être imposée ou désignée de force par la hiérarchie, toutes doivent être élues (ce qui semble contraire aux réalités en RDC en général et singulièrement dans la province du Kwango où la rotation est l'affaire des partis politiques dont les leaders imposent leur choix).

Pour le cas de la RDC justement, le facteur clivant étant la province, poursuit le même auteur, après l'organisation des primaires, chacune d'elles présente en rotation des candidats avec des colistiers (vice-présidents), mais d'autres provinces qui, selon l'esprit de la constitution, seront élus au suffrage universel direct et par toute la république. Par ce mécanisme, chaque province pourra avoir la possibilité de gouverner l'Etat. Seulement, contrairement à sa proposition, ce procédé fait des partis politiques la plaque tournante de la démocratie. (L'auteur insinue-t-il le passage du régime dit semi-présidentiel au régime présidentiel pour la RDC ? a-t-il implicitement prévu la révision constitutionnelle dans ses hypothèses ? aussi, comment prévoit-il, au regard du nombre, l'organisation des primaires entre les ethnies et les tribus au sein des provinces sans créer des problèmes déjà à ce niveau ?)

L'Etat local, notre champ d'investigation doit, selon Julien Tazi, s'organiser sur la représentation reprenant un schéma classique de l'élection au suffrage universel direct des élus au parlement local, et ce sont eux qui élisent, au second degré, le gouverneur et le vice-gouverneur en suivant le même procédé comme proposé ci-haut concernant l'élection du président de la république et de son colistier.

Cependant, force est de constater qu'en dépit du mérite qu'on doit reconnaître à Julien Tazi autant qu'à d'autres chercheurs africains, celui d'avoir, autant que faire se peut, tenté de contextualiser ou de tropicaliser la démocratie en la mariant à nos réalités sociologiques, la démocratie rotative ou ethnorotative (pour certains auteurs) étant la variante de la démocratie consociative, comme le reconnaît d'ailleurs bien l'auteur

¹²³ Jean René MABWILO KABUYA, *la démocratie consociative comme modèle adéquat de gestion politique des Etats Africains, conseil pragmatique à l'Etat congolais*, Congo Afrique numéro 534, avril 2019.

¹²⁴ Julien TAZI K.Tien-a-be, *de la démocratie belligène à la démocratie rotative*, on line, université de Kinshasa, RDC, 2010.

susmentionné, souffrirait à la base des mêmes faiblesses et essuierait les mêmes critiques que la théorie mère dont elle dérive.

Eu égard à ce qui précède, nous pouvons nous poser la question de savoir : si la rotation, telle que conceptualisée, est l'alternative à la démocratie occidentale jugée belligène et inadaptée aux Etats et aux sociétés pluriethniques ? d'où vient qu'elle soit jugée de crisogène et de développementicide dans la province du Kwango après seulement huit ans de sa mise en œuvre ? Quelle lecture peut-on faire de la démocratie rotative au Kwango ? Faut-il y mettre vraiment fin ou la revisiter ? et par quel mécanisme ? Aussi, en répartissant le pouvoir politique entre communautés, par rotation, plutôt que les emmener à décider ou agir ensemble, ce consensus n'est-il pas par voie des faits, facteur de division que de coopération, objet même de la rotation ? Comment corriger ce décalage. ?

Nos hypothèses s'énoncent de la manière suivante :

- à la première question, nous pensons que la démocratie rotative a donné lieu à la confiscation du pouvoir par les élites politiques locales en reléguant les citoyens ordinaires à un rôle dérisoire, avec comme conséquence son rejet aujourd'hui.
- en outre, la démocratie rotative est critiquée parce qu'elle renforce la domination de l'ethnie Yaka sur les autres ethnies minoritaires.
- à la deuxième question, nous pensons que mettre fin à la rotation au Kwango entrainerait la province dans une situation d'ingouvernementabilité. D'où sa revisitation et son enrichissement par la participation citoyenne, qui est un gage de la gouvernance locale, permettront sa réinvention.
- Enfin, en ce qui concerne la troisième question, nous pensons que la rotation a cassé la cohésion entre les territoires, dont les conséquences sont la disparité et la désunion des ethnies. Aussi, pensons-nous que la politique d'interterritorialité proposée par Martin Vanier pourra ramener ces ethnies ensemble, ce qui pourra booster le développement local par le biais des politiques publiques communes.

III. LA DÉMOCRATIE ROTATIVE À L'ÉPREUVE DE LA RÉALITÉ DANS LA PROVINCE DU KWANGO

Si la force de la démocratie rotative, telle que conceptualisée, est d'offrir un modèle de gestion avec en toile de fond la stabilisation des institutions en diluant les clivages et tensions ethnopolitiques ou ethnotribales des sociétés multinationales, il n'en demeure pas moins que ses faiblesses, tout aussi retentissantes, battent en brèche toute l'architecture cognitive établie. C'est dans son opérationnalisation dans la province du Kwango, que nous avons détecté les éléments de son autoflagellation, voire destruction justifiant ainsi la véhémence avec laquelle ce modèle est rejeté aujourd'hui après huit ans seulement d'expérimentation. Cette réalité nous impose par conséquent, une posture épistémologique.

3.1. Confiscation de l'espace politique par les acteurs politiques

Le modèle rotatif au Kwango n'a pas produit les résultats à cause de la confiscation de l'espace politique par les élites politiques. Les animateurs élus par le jeu d'alliances, font face à leurs électeurs et sont invités à satisfaire leurs desideratas. Ceci veut dire qu'ils passent plus de temps à définir des stratégies du maintien au lieu de réfléchir sur le développement de la province. De 2015 à aujourd'hui, la province est régulièrement caractérisée par la crise récurrente entre l'exécutif et le délibératif. Les crises sont dues aux multiples motions de défiance visant différents gouverneurs qui ont géré cette province jusqu'ici. La province du Kwango est à classer parmi les plus fragiles en RDC et ce, dans tous les secteurs de la vie. La covid 19 a mis à nu cette fragilité davantage. La rotation n'a pas donné d'alternative. Les citoyens ordinaires sont abandonnés à leur triste sort.

Cette appropriation se constate également dans la non prise en compte de la composante société civile dans la composition du gouvernement. Or, la participation citoyenne qui met en branle les mécanismes de consultation des citoyens à travers des associations les représentant, devrait être l'outil dont devaient se servir les acteurs politiques pour rendre plus intelligible le modèle rotatif dans la province du Kwango.

3.2. Domination confirmée du groupement ethnique Yaka

De 1962 (première naissance de la province du Kwango) à aujourd'hui, le groupe ethnique yaka impose sa loi sur les autres. La rotation dont l'objectif était aussi d'équilibrer la représentation n'a pas résolu le problème. Prenons à titre illustratif, pour s'en convaincre, de 2015 à aujourd'hui la province connaît 4 gouverneurs issus de différents territoires dont 3 yaka. Qui plus est, actuellement nous avons un gouverneur et un vice-gouverneur Yaka quoiqu'originaires de différents territoires. La composition du gouvernement provincial depuis 1962 compte toujours au moins 5 Yaka sur les 10 membres composant l'équipe gouvernementale. L'actuelle équipe ne déroge pas à cette logique.

3.3. De la cohésion à la cassure

La rotation a cassé la diplomatie inter ethnique et interterritoriale déjà fragile. Cette cassure a déjà été balisée par la décentralisation comme l'affirme M. Vanier. En effet, le thermomètre qui indique cette température chaude porte sur les moments de crise liés à une motion de défiance visant le gouverneur. Ce moment permet d'observer une tension entre le groupe ethnique du gouverneur visé et celui du vice-gouverneur accusé à tort ou à raison d'en être l'auteur intellectuel. La province du Kwango a vécu cette situation en 2017 qui a opposé les groupes ethniques Yaka et Chokwè et en 2020 entre les Mbala et Suku. En outre, la démocratie rotative ne s'est pas adaptée à la postmodernité caractérisée notamment par l'hybridation des cultures. Elle est restée à l'ère moderne qui crée les zones culturelles distinctes par des politiques répondant à la logique féodale. Ceci est visible dans la province du Kwango où les Luba sont la cible d'attaques ethnico-tribales parce que venant y faire des activités commerciales.

3.4. Faiblesses de la démocratie rotative à l'aune de l'expérience de la province du Kwango

En effet, ce modèle dont plusieurs estiment qu'il doit être formel, c'est-à-dire constitutionnel pour son opposabilité, a été adopté dans la province du Kwango par les élites politiques sans un document contraignant et opposable à tous. L'objectif est de stabiliser les institutions provinciales en créant, non pas une cohésion durable, mais une sorte de cohésion artificielle entre des groupes clivés, qui pour le cas de cette province, sont les territoires, en plaçant le dialogue et le consensus comme, d'une part, un mode de gestion et, d'autre part, un mécanisme du suivi des accords. Ensuite, dans sa conception, la cohésion paraît comme le premier avantage offert par ce modèle. Or, dans le fait, la rotation crée des frustrations et une cassure de la cohésion partant du comportement de repli territorial qui produit un surterritoire ou un égoïsme territorial dans le chef de ceux qui en bénéficient par rapport à d'autres territoires. De ce point de vue, la rotation devient une occasion des repréailles et un règlement de comptes qui a pour conséquence de donner au ressortissant d'un territoire X, le sentiment d'être étranger dans un autre territoire Y, pourtant dans une même région ou province. La rotation devient donc un facteur de la fragilisation de « la diplomatie interterritoriale »¹²⁵ qui doit pourtant en être l'objectif primordial. Le paradoxe est que les territoires sujets économiques et sociaux sont déjà à l'âge interterritorial facilités par des réseaux alors que les territoires sujets politiques se cramponnent encore à leur souveraineté territoriale, conception féodale et archaïque de l'ère moderne.

Tout aussi étonnant que le premier offert par ce modèle, le deuxième avantage est, selon les auteurs le soutenant, d'éliminer les causes ou facteurs de division en donnant un rôle essentiel aux partis politiques de cimenter la cohésion. Dans un pays où la souche des partis politiques est tribale et ethnique, comme étaient les premiers partis politiques que la RDC a connus, chercher la cohésion par le truchement des partis politiques, c'est comme vouloir connaître le sexe des anges. Au Kwango quoi qu'ayant une portée nationale, les partis politiques présents sont d'origine ethnique et territoriale. Ils constituent le cadre d'affirmation de l'attachement à leur communauté et des violents discours à l'endroit des ressortissants d'autres territoires dont les présidents des partis sont en conflit politique avec les leurs. Trop peu de ressortissants d'un territoire donné adhèrent dans un parti créé par le leader politique ressortissant d'un autre. Il existe au Kwango, 5 territoires, au moins 11 Partis politiques créés par des leaders politiques, dont 6 par les ressortissants du territoire de Kenge, 3 du territoire de Kasongolunda et 2 de Popokabaka en conflit politique. Ce sont donc ces conflits qui sont à la base de l'évolution de la création des partis politiques. Les partis les plus importants, actuellement, qui polarisent la vie politique et cristallisent les attentions au Kwango, sont la Convention pour la République et la Démocratie, CRD en sigle, dont le leader est Christophe Mboso Nkodia, président honoraire de l'Assemblée Nationale et Yaka du territoire de Kenge qui, pour sa longévité sur la scène politique et n'ayant pas favorisé le décollage de sa province, est surnommé « kisimbi du Kwango »¹²⁶ et l'Alliance pour la Bonne Gouvernance, ABG en sigle, dont le leader Jonathan Wata Bialosuka, député national, ministre honoraire, mandataire, ancien collaborateur et dissident du précité, est Yaka ressortissant du territoire de Popokabaka. Ce sont ces deux acteurs qui se trouvent au centre de la crise liée au respect de l'accord après les élections du gouverneur en avril 2024 et du bureau de l'assemblée provinciale de la province du Kwango.

¹²⁵ Martin Vanier, *le pouvoir des territoires, essai sur l'interterritorialité*, ECONOMICA Anthropos, Paris, 2010.

¹²⁶ Cette expression signifie : un ancêtre protecteur (mystérieux), un sorcier ou un magicien. Mais dans le contexte politique, cette expression vise un leader politique qui ne favorise pas le développement de sa province en dépit de ses hautes fonctions occupées dans le pays. C'est le cas de Christophe Mboso qui a une longévité sur la scène politique traversant des générations et des régimes politiques depuis le président Joseph MOBUTU, mais n'est pas un acteur du développement, selon les Kwangolais, notamment les jeunes. Concrètement, il est désigné comme un homme mystérieux qui s'érige contre le développement de sa province et/ou de son territoire.

Pour ce qui est du mode de désignation, le modèle tel que présenté, rejette tout idée d'imposition de choix du dirigeant par la hiérarchie¹²⁷, les élections devant être le seul mode de désignation. Le modèle est, là aussi, loin du compte et paraît plus normatif que réaliste dans la mesure où il présente ce qui devrait être et non ce qui est.

Pour rappel, après la bataille de la présidentielle, des législatives nationales et provinciales qui se font au suffrage universel direct, le camp victorieux a pour objectif, la mainmise totale sur les institutions ou sur l'appareil de l'Etat. C'est dans cette optique que la majorité au pouvoir s'active pour contrôler les Assemblées Provinciales où il y a des enjeux de taille dans la mesure où c'est de ces assemblées qu'émanent les gouverneurs de provinces et les sénateurs. Pour le cas de la province du Kwango, les élections des tickets Larousse Kabula (ressortissant du territoire de Kasongolunda) et Emery Kaputu (ressortissant du territoire de Kahemba) respectivement gouverneur et vice-gouverneur en mars 2016, celle du ticket Kanys Makofi (ressortissant de Kasongo-lunda) et Kayiman Muteba (Kahemba) en mars 2018 respectivement gouverneur et vice-gouverneur pour achever le mandat du territoire de Kasongo-Lunda et celle du ticket Jean-Marie Peti Peti(ressortissant du territoire de Kenge) et Léopold Kangulumba (Ressortissant du territoire de Feshi) respectivement gouverneur et vice-gouverneur, ont mis en scène la notion de l'imposition politique désignée par l'expression « mot d'ordre de Kinshasa ». En effet, la Majorité Présidentielle, MP, après des tractations houleuses autour des leaders politiques incontournables de la province du Kwango, avait minutieusement choisi, à partir de Kinshasa, ses candidats dont les noms étaient communiqués aux députés provinciaux. Ce procédé, se fait parfois à coup de menace ou caressé par d'importantes sommes d'argent. Ces propos étaient illustrés aux élections de mars 2016 et de mars 2019 (ici la MP s'est muée au Front Commun pour le Congo, FCC). Cependant, à l'élection de mars 2018, la MP avait connu un sévère revers en ne réussissant pas à faire passer son ticket au Kwango en dépit de l'argent qui avait circulé et des menaces à l'endroit des députés provinciaux, ceux-ci ayant fait le choix de la consolidation des acquis de leur accord fondé sur la rotation. Ce refus d'obtempérer au « mot d'ordre de Kinshasa », nous l'avons encore observé aux élections de la législature 2023-2028. Ceci dit, exclure la possibilité de l'imposition des candidats par la hiérarchie relève de l'utopie.

Un autre malaise du modèle apparaît quand celui-ci, choisissant l'organisation de la représentation, propose l'élection des élus provinciaux ou locaux au suffrage universel direct, mais où les sièges doivent être répartis de manière équilibrée et équitable entre les facteurs de clivage. Il s'agit des territoires pour la province du Kwango.

À titre d'information, la population du Kwango compte en 2011, environ 3.469.407 inégalement répartie.

Tableau I. Répartition de la population par territoire

N°	Territoire	Population	Densité
01	Feshi	320.240	16,69
02	Kahemba	446.270	23,17
03	Kasongo Lunda	1.171.301	43,95
04	Kenge	1.076.146	59,37
05	Popokabaka	455.450	67,48
Total		3.469.407	38,56

Source : Kwango, pays Bana Lunda page 316

Il ressort clairement du tableau ci-dessus que le territoire de Kasongo Lunda (33,7%) est le plus peuplé suivi de celui de Kenge (31%). Le nombre d'enrôlés est le principal ingrédient dont se sert la centrale électorale dans l'attribution des sièges. C'est une matière politique très sensible qu'il faut se garder de la traiter avec légèreté, car elle peut être la cause des conflits entre communautés aux conséquences dévastatrices, voire l'implosion.

¹²⁷ Par hiérarchie ici, il faut comprendre les directoires de partis politiques ou regroupements politiques, acteurs clés dans la désignation des candidats.

Tableau II. Poids politique au Kwango à la législature de 2023-2028 en référence

N°	Territoire	Sièges niveau national/13 sièges	Sièges au niveau provincial/24
01	Feshi	02	03+ 1 coopté
02	Kahemba	01	02
03	Kasongo Lunda	04	08
04	Kenge	04	06
05	Popokabaka	01	02+ 1 coopté
	Total	12	23

Source : l'administration de l'Assemblée Provinciale du Kwango

NB : la ville de Kenge comme circonscription électorale garde 1 siège au niveau national et 1 siège au niveau provincial, ce qui porte le nombre des sièges au niveau national à 13 et au niveau provincial à 24.

La présentation de ce tableau, reprenant l'évolution des sièges par territoire, démontre à suffisance combien deux territoires, en l'occurrence Kasongo Lunda et Kenge, sont en perpétuelle lutte pour la domination et le leadership de la province. Les autres jouent l'arbitre. Ce n'est pas pour rien que la rotation a commencé par les deux compte tenu de leur poids politique et devrait se poursuivre avec les 3 autres. Par ailleurs, cette domination s'étend même à la composition du bureau de l'Assemblée Provinciale, la formation du gouvernement provincial et des entreprises provinciales où les deux territoires se sont succédé. C'est dire qu'il est pratiquement impensable au regard de ces enjeux, que le principe énoncé par ce modèle tel que présenté par Julien Tazi, soit pris en compte. Sinon, il lui sera opposé le préalable d'équilibrer aussi le nombre d'habitants par territoire, et surtout limiter la migration interterritoriale, ce qui impliquerait l'Aménagement politique du Territoire. Ceci est pratiquement infaisable.

4. Faire le deuil de l'accord politique et donc du modèle rotatif

La préoccupation majeure ici est celle de savoir, au regard des critiques faites à ce modèle dans la province du Kwango, faut-il le consolider ou l'abandonner ? Cette question divise davantage les élites politiques et la société civile qu'elle les unit même si en réalité le besoin du changement émane de cette dernière.

Voici pour s'en rendre compte, les résultats de nos recherches issus du guide d'entretien tiré des sous thèmes : du maintien ou pas de l'accord de la rotation dans la province du Kwango dont les informateurs privilégiés sont les députés provinciaux, des associations des jeunes représentant les 5 territoires ainsi que les parrains politiques habitant Kinshasa. Ces données ont été filtrées par l'analyse de contenu soutenue elle-même par l'analyse thématique. Nous avons opté pour les échantillons stratifiés pour plus de représentativité de la population. Le choix était fait sur l'échantillonnage de convenance.

Tableau III. Opinions des députés provinciaux de la législature de 2018-2023, héritiers de l'accord politique de rotation au Kwango

Tendances	Effectif	%
Oui	5	26
Non	12	63
Sans position	2	11

Source : Enquête personnelle, la même source pour les autres tableaux qui suivent.

Ce tableau renseigne que sur les 19 députés provinciaux de la législature de 2018-2022, soit 26% sont d'accord pour mettre fin à l'accord sur la rotation. 12, soit 63% ne sont pas d'accord qu'on mette fin à l'accord. 2, soit 11% sont sans position.

Tableau IV. Opinions des 5 Associations ethniques représentant les 5 territoires

Tendances	Effectif	%
Oui	2	40
Non	3	60
Sans position	-	-

Ce tableau renseigne que 3 associations sur 5, soit 60% sont pour le maintien de l'accord. 2, soit 40% s'y opposent. Cependant, il sied de signaler que sur les 2 qui souhaitent la fin de l'accord sont animées par les originaires des territoires de Kasongo-Lunda et Kenge qui ont déjà bénéficié de cette politique de rotation.

Tableau V. Position des parrains politiques et Autorités morales des partis et regroupements politiques originaires du Kwango habitant Kinshasa

Tendances	Effectif	%
Oui	2	33
Non	3	50
Sans position	1	17

Ce tableau renseigne que 3 de ces leaders politiques, soit 50% souhaitent le maintien de l'accord. 2, soit 33% n'en veulent plus, et 1 n'a pas livré sa position préférant être observateur.

En effet, ce modèle a été pensé pour permettre aux groupes ethniques minoritaires basés singulièrement dans les territoires de Feshi, Kahemba et une partie de Kenge d'avoir la chance de gérer les institutions provinciales et d'être représentés en leur sein face à la glotonnerie de l'ethnie Yaka qui est le groupe ethnique majoritaire, habitant principalement les territoires de Kasongo-lunda, popokaba et Kenge qui, à eux seuls, représentent plus de la moitié des sièges à l'Assemblée Provinciale. Le malaise est profond, la paix ne tient qu'à un fil, le respect de l'accord doit être de stricte observance jusqu'à son évaluation après que la rotation aura fait son tour complet, c'est-à-dire que tous les territoires en bénéficient autant que les deux premiers. Ceci veut dire que l'arrêter à mi-parcours plongera la province dans l'ingouvernabilité causée par une crise sans précédent, et probablement un conflit interethnique. C'est dire que cet accord doit porter le terme de « pacte », au sens spirituel, qui lie le passé (les acteurs contractants), le présent (les acteurs venus par le vent de la circulation d'élites) et le futur. Ramenant la compréhension à cette dimension, il va de soi que tout discours tendant à remettre en cause cet équilibre sur lequel sont assises les institutions provinciales relève plus de l'instrumentalisation politique, stratégie choisie par quelques acteurs, que d'un ras-le-bol général des citoyens ordinaires à qui on attribue, pour la légitimer, cette volonté de mettre fin à l'accord. En effet, la culture politique, qui semble évoluer chez les jeunes, qui du reste sont très politisés, reste paroissiale pour la majeure partie des Kwangolais pour qui la rotation doit demeurer.

L'élément substantiel dans la revendication de la jeunesse est que la rotation après huit ans d'expérimentation n'a pas favorisé le décollage de la province. Le coupable est trouvé, la confiscation du pouvoir par l'élite politique au détriment des Kwangolais. Ce moment historique est d'autant plus important pour cette province, car il ouvre une ère à l'expérimentation d'une autre notion résultant de leur boycott, « l'espace public ». En effet, des jeunes dans la ville de Kenge, chef-lieu de la province, discutent assez ouvertement et de manière amusante de ce sujet dans des clubs, bars, bureaux, matinées, et surtout sur les réseaux sociaux où ces jeunes posent des questions de sondage sur l'évolution de leur province. Cependant, nous devons éviter le piège de donner une tendance globalisante de cette jeunesse. Une enquête montre clairement qu'il s'agit principalement des jeunes originaires de deux grands territoires qui ont, d'ores et déjà, bénéficié de cette fameuse rotation, à savoir Kasongo lunda et Kenge. Par conséquent, Susciter un débat de cette ampleur au moment où un territoire devait succéder à kenge, n'était-il pas *Tempore suspecto* ? On serait tenté de répondre par l'affirmatif.

5. La rotation a encore des beaux jours

Contrairement à ce que plusieurs peuvent supputer, après l'organisation des élections de la législature 2023-2028 au cours desquelles le processus de la rotation connaît un blocage parce que le territoire de Popokabaka est à la tête de deux institutions provinciales, ce qui est contraire à l'accord de 2015, au principe de l'équilibre géopolitique, et surtout à la décision de la réunion du 11 février 2024 prise par les leaders politiques du Kwango accordant la tête de l'exécutif provincial au territoire de Feshi, la démocratie rotative ou ethno rotative, à l'instar de la démocratie consociative, a encore de beaux jours devant elle dans cette province. Ceci pourrait se vérifier dans les événements politiques pouvant caractériser la gestion de la

province dans les jours qui viennent dont la nature forcerait les acteurs politiques à revenir autour de la table des négociations et du dialogue. En effet, les sociétés, comme tout groupe humain, se transforment et évoluent. Le modèle rotatif, étant le fruit des expériences de terrain, doit se « réinventer » et s'adapter à l'évolution et aux mutations sociales dans le contexte de la globalisation notamment. Nonobstant le déterminant ou le qualificatif qu'on lui impute pour justifier un courant de pensée, la démocratie doit rester « le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Après une étude minutieuse de l'expérience Kwangolaise de la démocratie rotative, plusieurs enseignements ont été tirés et des recommandations faites en vue de son amélioration à savoir :

- Contrairement à ce que plusieurs auteurs affirment, les modèles consociatif et rotatif ne sont pas seulement les outils de lutte contre les clivages et conflits au sein des sociétés pluriethniques, mais ils peuvent aussi être utilisés comme outils de prévention ou anticipation des conflits de cet acabit.
- Face à la domination du groupe ethnique Yaka sur les autres, nous pensons que le facteur clivant au Kwango aurait dû être l'ethnie que le territoire. En effet, étant numériquement majoritaire dans le Kwango, l'ethnie Yaka exerce et maintient sa domination sur les autres depuis la période d'avant l'indépendance. C'est pour cette raison que le Kwango est présenté comme un espace monoethnique. Ce qui sous-entend que le choix de ce modèle était fait en référence à l'histoire immédiate sans laquelle, épiloguer sur le choix du Kwango du modèle rotatif serait ultracrépidaire.
- Le modèle rotatif étant la résultante de la décentralisation devrait, toute chose restant égale par ailleurs, effectivement avoir pour garde-fous « la participation citoyenne » de sorte qu'il soit possible de parler de la démocratie « rotativo-participative ». Ceci pour répondre à la critique formulée à ce modèle d'être une chasse gardée des élites et relègue les citoyens ordinaires à un rôle dérisoire.
- Ce consensus, pour revêtir un caractère contraignant, devrait avoir une existence physique, ceci pour lui éviter le sort de la tradition orale (on ne dit pas qu'un accord écrit n'est pas remis en cause), même si la raison à la base du consensus sous cette forme est d'éviter d'énervier la constitution du pays qui elle, consacre la démocratie représentative et le principe majoritaire .
- Les élites doivent beaucoup travailler sur la dimension proposée par Martin Vanier, « l'interterritorialité ». Cette diplomatie entre les territoires du Kwango permettra la conception commune des politiques publiques interterritoriales afin de renforcer le vouloir vivre collectif et permettre aux territoires sujets politiques de rattraper le retard des territoires sujets économiques et sociaux qui, eux, sont déjà à l'âge de l'interterritorialité facilité par des réseaux.
- Le modèle de rotation doit se mettre au pas de la postmodernité caractérisée notamment par l'hybridation des cultures, laquelle est rendue possible par des réseaux de tout genre. L'ère moderne caractérisée par les zones culturelles distinctes a, d'ores et déjà, laissé place à l'ère postmoderne. Cette recommandation semble être le prolongement de la précédente dans la mesure où ce sont les besoins économiques et de survie qui donnent lieu à la migration interne ou externe. Or, la rotation tout comme le consociationnalisme s'accroche encore à la souveraineté territoriale.

CONCLUSION

Cet article a porté sur *la province du Kwango à l'épreuve de l'équilibre interterritorial du pouvoir politique. Enjeux, défis et perspectives de la démocratie rotative*. Les préoccupations de cette étude ont été exprimées autour des questions ci-après : au cas où la rotation, telle que conceptualisée, serait l'alternative à la démocratie occidentale jugée belligène et inadaptée aux Etats et aux sociétés pluriethniques, d'où vient qu'elle soit jugée crisogène et développementicide dans la province du Kwango après seulement huit ans de sa mise en œuvre ? Quelle lecture peut-on faire de la démocratie rotative au Kwango ? faut-il y mettre vraiment un terme ou la revisiter ? et par quel mécanisme ? Aussi, en répartissant le pouvoir politique entre communautés, par rotation, plutôt que les emmener à décider ou agir ensemble, ce consensus n'est-il pas par voie des faits, facteur de division que de coopération objet même de la rotation ? Comment corriger ce décalage ?

Pour bien saisir notre objet d'étude, nous avons opté pour l'analyse stratégique de Michel Crozier et Erhard Friedberg appuyée par les techniques de l'observation directe, de l'analyse documentaire et de l'entretien semi-directif comme outils de production des données.

Les résultats de nos recherches ont prouvé que la majorité d'acteurs politiques de la province du Kwango interrogés, souhaitent le maintien de l'accord de la rotation dans ladite province, soit 63% des députés provinciaux de la législature 2018-2023, 60% des associations des jeunes représentant les 5 territoires, et 50% des parrains politiques basés à Kinshasa.

A la lumière de ces résultats, nous infirmons partiellement nos hypothèses. En effet, initialement nous avons avancé que le rejet du modèle rotatif dans la province du Kwango était général, mais après enquête, les

résultats de cette étude démontrent que ce n'était pas le cas. La société *kwangolaise* est très divisée sur cette problématique.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTHUSIUS traduit par G .demelemestre, *introduction à la politica methodice digesta* de Johannes althusius, les éditions du cerf humanités, octobre 2012.
- CLEMENT.F, « *la théorie consociative, caractéristiques générales et applications au Luxembourg* », CEPS/INSTEAD, Luxembourg ,2014.
- GIRAUD Olivier, « *De la démocratie de négociation à la démocratie délibérative, débats théoriques et trajectoires nationales* », Négociations, 2009.
- KABUYA LUMUNA C, *manuel de sociologie politique*, Presses Universitaires de Kinshasa, Kinshasa,2011.
- KRIESI Hanspeter, *Le système politique suisse, economica, political comparée*, 1995.
- LACABANNE Julien, *La démocratie consociative : forces et faiblesse du multiculturalisme*, paris, persée, 2016.
- LEWIS. A, *polities in west africa*, London, Allen and unwin, 1965.
- LIJPHART A, *Typologies of democratic systems, comparative political studies*, 1968, vol.1
- MARIN Bernd, « *From consociationalism to technocorporatism, the austrian case as a model-generator ?* » *political stability and neo-corporatism*, il ja scholten, london.
- MINE Y, « *The political element in works of Arthur lewis* » *in the lewis model after 80 years*, university of Manchester, 2004.
- MWABILO KABUYA J-R, *La démocratie consociative comme modèle adéquat de gestion politique des Etats Africains, conseil pragmatique à l'Etat congolais,congo afrique numéro 534*, avril 2019.
- TAZI K.Tien-a-be J, *De la démocratie belligène à la démocratie rotative*, on line, Université de Kinshasa, RDC, 2010.